



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 30

Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite

Présentation

**Présenté par
M. André Bourbeau
Ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu
et de la Formation professionnelle**

**Éditeur officiel du Québec
1992**

NOTES EXPLICATIVES

Le présent projet de loi modifie la Loi sur les régimes complémentaires de retraite adoptée en 1989. Il a pour objet principal de lever le moratoire imposé par la Loi modifiant la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (1988, chapitre 79) et interdisant, depuis le 15 novembre 1988, le versement de tout ou partie des excédents d'actif des régimes de retraite aux employeurs parties à ces régimes.

Les modifications proposées autorisent ainsi l'attribution de l'excédent d'actif d'un régime soit à l'employeur seul, soit aux participants et aux bénéficiaires seuls, soit encore à ces deux parties. Toutefois, le versement de l'excédent d'actif est subordonné à une entente entre les parties au régime ou à une décision arbitrale.

Aux fins qu'intervienne une entente entre l'employeur et les participants ou bénéficiaires, le projet de loi impose à l'employeur l'obligation de proposer dans le délai fixé un projet d'entente sur l'attribution de l'excédent d'actif. Si moins de 30 % des participants ou bénéficiaires s'opposent au projet d'entente, ce dernier sera réputé accepté et liera les parties au régime. Lorsque le régime est établi en vertu d'une convention collective, l'excédent d'actif sera attribué suivant cette convention si elle y pourvoit ou suivant toute autre entente que les parties pourront conclure.

Les dispositions du projet de loi prévoient qu'à défaut d'entente entre l'employeur et les participants ou bénéficiaires ou, le cas échéant, l'association de travailleurs représentant les participants, les intéressés pourront, jusqu'au 31 décembre 1993, choisir de s'adresser à des arbitres qui décideront de l'attribution de l'excédent d'actif. À compter du 1^{er} janvier 1994, le recours à l'arbitrage deviendra toutefois obligatoire, à défaut d'entente entre les parties, pour permettre l'attribution d'un excédent d'actif. Le chapitre XIV.1 édicté par ce projet de loi prévoit les règles qui s'appliqueront à l'arbitrage; ainsi, l'organisation de l'arbitrage sera confiée à des organismes agréés par le gouvernement. Une liste des arbitres sera dressée par un comité constitué à cette fin. Enfin, les arbitres

pourront, sur la base notamment de certains paramètres généraux mentionnés dans le projet de loi, trancher en équité. Les décisions arbitrales seront sans appel.

Le présent projet de loi précise en outre les normes régissant les excédents d'actif et les droits des participants et des bénéficiaires en cas de transformation de régime, de fusion ou de scission de régimes ainsi que lors de la terminaison partielle du régime visant un nombre important de participants. Il prévoit également une série de modifications permettant la simplification des règles applicables lors de la terminaison du régime.

Enfin, le projet de loi apporte quelques correctifs à la loi existante, entre autres pour ce qui concerne la cotisation patronale et le calcul du rendement des caisses de retraite. Il confère au gouvernement de nouveaux pouvoirs réglementaires, notamment pour prévoir les modalités de fonctionnement de l'arbitrage, et édicte les dispositions transitoires applicables aux affaires en cours.

Projet de loi 30

Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 14 de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (L.R.Q., chapitre R-15.1) est modifié:

1° par le remplacement, dans le paragraphe 1° du deuxième alinéa, des mots « les nom et adresse » par les mots « le nom »;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 8° du deuxième alinéa, des mots « des remboursements ou prestations sont garantis » par les mots « le régime est garanti »;

3° par l'addition, après le paragraphe 15°, du suivant:

« 16° qui de l'employeur seul, des participants et bénéficiaires seuls ou de l'employeur et des participants et bénéficiaires auront droit à l'excédent d'actif déterminé lors de la terminaison totale du régime, ainsi que, dans ce dernier cas, le pourcentage de cet excédent qui leur reviendra. Ces pourcentages peuvent être exprimés, lorsque cet excédent servira à augmenter des prestations, en tenant compte de la valeur des engagements nés de telles augmentations. ».

2. L'article 20 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, des mots « réduisant les » par les mots « qui supprime des remboursements ou prestations, en change les conditions d'admissibilité ou réduit le montant ou la valeur des »;

2° par la suppression, dans l'avant-dernière ligne du premier alinéa, des mots « ou de publication »;

3° par l'addition, à la fin du dernier alinéa, de la phrase suivante : « Cette restriction n'est toutefois pas applicable dans les cas mentionnés à l'alinéa précédent. ».

3. L'article 22 de cette loi est modifié par le remplacement du second alinéa par le suivant :

« En outre, si la modification vise à convertir des droits qui résultent de l'application de dispositions accordant aux participants des prestations déterminées au titre des services que leur reconnaît le régime jusqu'à la date de prise d'effet de la modification, en sommes qui, portées à leur compte à titre de cotisations déterminées, sont destinées à la constitution d'une rente d'un montant indéterminé, une telle modification ne pourra être autorisée que si la valeur des droits des participants qui acceptent la conversion est au moins égale à la valeur à laquelle ils auraient eu droit à supposer que le régime se soit terminé partiellement à la date où doit prendre effet la modification. ».

4. L'article 26 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la huitième ligne du paragraphe 2° du premier alinéa, des mots « à une réduction de droits » par les mots « à la suppression de remboursements ou de prestations, à leurs conditions d'admissibilité ou à la réduction du montant ou de la valeur des droits des participants ou bénéficiaires ».

5. L'article 33 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, après le mot « régime », des mots « , par le remplacement de sa rente en application de l'article 92 ».

6. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 45, du suivant :

« **45.1** Lorsque l'intérêt dû sur les sommes portées au compte d'un participant est calculé sur la base du rendement obtenu sur l'actif placé et que le placement s'est soldé par une perte, il peut y avoir réduction de ces sommes dans la proportion que représente le montant de la perte sur celui de cet actif. ».

7. L'article 46 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Il en va de même, aux fins de l'application de l'article 45.1, pour la détermination de la méthode de calcul de la perte subie par l'actif ainsi que de la réduction consécutive de la valeur des cotisations. ».

8. L'article 47 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans la dixième ligne, après le mot « continuent », des mots suivants: « , sous réserve des dispositions de l'article 45.1, »;

2° par l'insertion, dans la onzième ligne, après le mot « objet », des mots suivants: « d'un remplacement de rente en application de l'article 92, ».

9. L'article 60 de cette loi est modifié:

1° par l'addition, à la fin du paragraphe 2° du premier alinéa, des mots suivants: « en application du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 86 »;

2° par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, des paragraphes suivants:

« 5° à la partie de toute prestation acquise au titre de services qui, bien que se rapportant à une période de travail au cours de laquelle aucune cotisation patronale ne fut versée pour le compte du participant, sont néanmoins reconnus en raison de l'exercice par le participant d'une option que lui offre le régime à cette fin, pour autant qu'il soit prévu que les engagements nés de cette option sont entièrement à la charge du participant;

« 6° à une prestation qui, visée au paragraphe 1° du premier alinéa, a été constituée à partir de sommes à rembourser, ou est résultée de la conversion d'une prestation non viagère. ».

10. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 63, du suivant:

« **63.1** Lorsque la valeur des droits d'un participant ou d'un bénéficiaire au titre d'un régime de retraite excède le plafond fixé à cet égard par les règles fiscales, le comité de retraite doit, afin que ce régime puisse demeurer un régime de pension agréé tel que défini à l'article 1 de la Loi sur les impôts, lui rembourser la partie excédentaire. ».

11. L'article 71 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, dans les première et deuxième lignes du second alinéa, des mots « , sans avoir terminé sa période de travail continu, »;

2° par l'insertion, dans la troisième ligne du second alinéa, après le mot « peut », des mots suivants: « , qu'il ait ou non terminé sa période de travail continu, ».

12. L'article 103 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne, après le mot « supérieur », des mots « et sous réserve des dispositions de l'article 45.1 ».

13. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 165, du suivant :

« **165.1** Dès qu'il en est informé, le comité de retraite avise la Régie par écrit de toute diminution effective ou projetée du nombre de participants actifs due notamment à des changements d'ordre technologique ou économique survenus dans l'entreprise de l'employeur partie au régime, ou à une division, une fusion, une aliénation ou une fermeture de cette entreprise. ».

14. L'article 195 de cette loi est modifié :

1° par la suppression de la seconde phrase du premier alinéa ;

2° par l'insertion, après le premier alinéa, de l'alinéa suivant :

« Elle ne peut autoriser une telle scission que si le régime dans lequel sera transférée une partie de l'actif à scinder comporte des dispositions qui, relativement à l'attribution d'un excédent d'actif en cas de terminaison, sont identiques, quant à leurs effets, à celles du régime d'où provient cet actif. ».

15. L'article 196 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants :

« Enfin lorsque, pour satisfaire aux exigences du premier alinéa du présent article, les dispositions du régime dont on entend fusionner tout ou partie de l'actif et du passif avec ceux d'un autre régime ont été modifiées relativement à l'attribution de l'excédent d'actif en cas de terminaison totale du régime, la fusion ne pourra être autorisée que si :

- tous les participants et bénéficiaires du régime ainsi modifié, qui sont visés par la fusion à intervenir, ont été informés des effets de la modification mentionnée ci-haut ;

- moins de 30 % d'entre eux se sont opposés à la modification.

Les dispositions des articles 230.4 à 230.6 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, quant à la procédure à suivre pour informer et consulter les participants et bénéficiaires visés au troisième alinéa. ».

16. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 199, du suivant :

« **199.1** Lorsque sont survenues plusieurs terminaisons partielles d'un même régime de retraite ou lorsque, durant une période donnée et à des dates différentes, se sont produits plusieurs événements pouvant, chacun, être à l'origine d'une terminaison partielle du régime, ces terminaisons ou événements peuvent être considérés, pour l'application du présent chapitre, comme ne constituant ou ne concernant qu'une seule et même terminaison partielle si, de l'avis de la Régie, ils sont fondés sur des circonstances analogues, telles celles mentionnées à l'article 165.1. ».

17. L'article 200 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans les quatrième et cinquième lignes, des mots « dans le cas d'un régime non contributif, postérieure à la date de cette décision et, » ainsi que, dans les septième et huitième lignes, des mots « ni postérieure à la date de la décision de la Régie » ;

2° par l'addition de l'alinéa suivant :

« Lorsqu'elle se rapporte à la terminaison partielle d'un régime, la décision de la Régie peut indiquer que les participants cessant ultérieurement d'être actifs seront aussi visés par cette terminaison, dans la mesure où les terminaisons en cause seront fondées sur des circonstances analogues, telles celles mentionnées à l'article 165.1. ».

18. L'article 202 de cette loi est modifié par l'insertion, après la première phrase du premier alinéa, de la phrase suivante : « En outre, chaque fois qu'il y aura lieu d'appliquer les dispositions de la sous-section 4.1 de la section II du chapitre XIII pour déterminer à qui attribuer un excédent d'actif, ce projet ne devra faire mention, relativement à cet excédent, que de son montant. ».

19. L'article 203 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du paragraphe 2° du premier alinéa, de la phrase suivante : « Ces informations ne sont toutefois pas requises lorsque doivent s'appliquer les dispositions de la sous-section 4.1 de la section II du chapitre XIII pour la détermination de celui qui y a droit ; ».

20. L'article 204 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la quatrième ligne du premier alinéa, des mots « de la réception de l'avis de conformité » par les mots « de la transmission des relevés prévus à l'article 203 » ;

2° par la suppression du dernier alinéa.

21. L'article 205 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots « présenter à la Régie » par les mots « ou dans tout délai supplémentaire que peut accorder la Régie, présenter à cette dernière » ;

2° par l'insertion, après le nombre « 204 » dans la quatrième ligne du second alinéa, des mots « et du journal où elle a eu lieu ».

22. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 205, du suivant :

« **205.1** Chaque fois qu'il est fait application des dispositions de la sous-section 4.1 de la section II du chapitre XIII pour déterminer à qui attribuer l'excédent d'actif, le comité de retraite doit, dans les 60 jours de la conclusion d'une entente, de la transmission d'une déclaration ou de la date à laquelle une sentence arbitrale est devenue exécutoire, présenter à la Régie, pour approbation, un complément au projet de rapport terminal où il sera fait état de la répartition arrêtée ainsi que, le cas échéant, de la part qui reviendra à chacun des participants et des bénéficiaires. ».

23. L'article 206 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans la première ligne du premier alinéa, après le mot « terminal », des mots « ou un complément de ce projet » ;

2° par le remplacement, dans la quatrième ligne du premier alinéa, des mots « à qui il doit être attribué aux termes du régime » par les mots « qui y a droit » ;

3° par la suppression du second alinéa.

24. L'article 207 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne, après les mots « d'approbation », des mots « du projet de rapport terminal ou de son complément » ;

2° par la suppression, dans les cinquième et sixième lignes, des mots « du projet de rapport terminal » ;

3° par l'insertion, dans la dixième ligne, après le mot « rapport », des mots « ou le complément ».

25. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 207, du suivant :

« **207.1** Un régime de retraite terminé totalement ne peut être modifié après la date de sa terminaison.

Cette disposition n'a pas pour effet d'empêcher la Régie de procéder, après cette date, à l'enregistrement d'une modification du régime intervenue avant cette même date. ».

26. L'article 208 de cette loi est abrogé.

27. L'article 213 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **213.** Les droits des participants visés par la terminaison partielle d'un régime de retraite doivent, lorsque ces participants ont cessé d'être actifs à des dates antérieures à celle de la terminaison, être évalués suivant des hypothèses et méthodes actuarielles identiques à celles qui ont été transmises à la Régie et qui, à la date où ils ont cessé d'être actifs, étaient utilisées pour la détermination de la valeur des prestations auxquelles s'applique l'article 60 et dont le droit était acquis à cette date. ».

28. L'article 217 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne, du mot « Toute » par les mots « Sauf s'il s'agit d'une part d'un excédent d'actif, toute » ;

2° par l'addition, à la fin, de la phrase suivante : « Dans le cas où la somme due l'est au titre d'un régime à cotisation déterminée – ou s'il s'agit d'une somme due en vertu de dispositions du régime relatives aux cotisations volontaires ou en vertu de dispositions qui, dans un régime à prestations déterminées, sont identiques à celles d'un régime à cotisation déterminée –, le taux d'intérêt doit être celui dont il est fait mention à l'article 44 ou 45 et qui est applicable aux cotisations versées au titre du régime. ».

29. L'article 218 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 5° du premier alinéa, du mot « concurremment » par les mots « dans cet ordre ».

30. L'article 219 de cette loi est abrogé.

31. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 230, de la sous-section suivante :

« § 4.1.—*Répartition de l'excédent d'actif en cas de terminaison totale*

« **230.1** L'attribution de tout excédent d'actif que peut comporter un régime de retraite terminé totalement est subordonnée :

1° soit à une entente à intervenir entre l'employeur, les participants et les bénéficiaires en application des articles 230.2 à 230.6;

2° lorsque le régime a été établi en vertu d'une convention collective, d'une sentence arbitrale en tenant lieu ou d'un décret rendant obligatoire une telle convention,

a) soit à l'application, s'il en est, des dispositions de la convention ou de la sentence en tenant lieu qui pourvoient à l'attribution de l'excédent d'actif en cas de terminaison totale du régime. Il devra alors y avoir transmission au comité de retraite d'une déclaration conjointe des parties liées par la convention ou la sentence attestant qu'en application de cette convention ou sentence, l'excédent d'actif sera attribué, selon le cas, à l'employeur seul, aux participants et bénéficiaires seuls ou à l'employeur et aux participants et bénéficiaires, ainsi que, dans ce dernier cas, le pourcentage qui leur reviendra;

b) soit à une entente à intervenir entre les parties liées par la convention ou la sentence et établissant quel est l'excédent d'actif à la date de terminaison, qui de l'employeur seul, des participants et bénéficiaires seuls, ou de l'employeur et des participants et bénéficiaires y a droit ainsi que, dans ce dernier cas, le pourcentage qui leur revient.

Les parties liées par la convention ou la sentence peuvent cependant, dans tous les cas, choisir de conclure une entente visée au paragraphe 1° ci-dessus. Enfin, l'application des dispositions de la convention ou de la sentence pourvoyant à l'attribution de l'excédent, ou la conclusion d'une entente visée au sous-paragraphe *b* ci-dessus, ne dispense pas de l'obligation qu'intervienne également une entente mentionnée audit paragraphe 1° et visant les autres participants, s'il en est, qui ne sont pas régis par cette convention ou sentence, ainsi que les bénéficiaires;

3° soit, dans chacun des cas prévus à l'article 230.7, à une sentence arbitrale rendue en application du chapitre XIV.1.

« **230.2** Dans le but qu'intervienne une entente visée au paragraphe 1° de l'article 230.1, l'employeur doit, dans les six mois

de la transmission au comité de retraite de la décision de la Régie fixant la date de terminaison du régime, faire parvenir audit comité un projet d'entente qui indique :

1° l'excédent d'actif déterminé lors de la terminaison du régime ;

2° à qui serait attribué cet excédent, soit à l'employeur seul, soit aux participants et bénéficiaires seuls, soit à l'employeur et aux participants et bénéficiaires, ainsi que, dans ce dernier cas, le pourcentage qui leur reviendrait ;

3° dans le cas où il y a eu conclusion d'une entente ou transmission d'une déclaration ainsi qu'il est prévu au sous-paragraphe *a* du paragraphe 2° de l'article 230.1, la part de l'excédent d'actif qui reviendrait aux travailleurs régis par la convention collective ou la sentence arbitrale en tenant lieu, ainsi que la proportion que représente la valeur de leurs droits par rapport à celle des droits de l'ensemble des participants et des bénéficiaires ;

4° dans la mesure où tout ou partie de cet excédent serait attribué aux participants et aux bénéficiaires, la méthode de répartition qui serait utilisée pour déterminer la part de chacun d'eux ;

5° tout autre renseignement que prescrivent les règlements.

La méthode dont il est fait mention au paragraphe 4° ci-dessus doit être celle de la proratisation de l'excédent en fonction de la valeur des droits des participants et des bénéficiaires ; cependant, il pourra également être utilisé, dans les conditions prévues ci-après :

- une méthode qui accorde aux participants non actifs à la date de terminaison une part de l'excédent supérieure à celle qu'ils auraient eue au prorata ;

- pourvu qu'un actuaire certifie que tout ou partie de l'excédent résulte de circonstances reliées à un groupe donné de participants ou de bénéficiaires, une méthode qui leur accorde une part supérieure à celle qu'ils auraient eue au prorata ;

- toute autre méthode, pourvu qu'aucun participant ni bénéficiaire ne s'oppose ultérieurement au projet d'entente dans le délai prescrit à l'article 230.4.

Cette méthode doit enfin prévoir comment la part de chaque participant ou bénéficiaire dans l'excédent d'actif serait ajustée dans l'éventualité où il y aurait variation, soit de cet excédent soit de la valeur globale des droits des participants et des bénéficiaires, entre

la date de la terminaison et celle de son versement à ceux qui y auraient droit.

«**230.3** S'il fait défaut de transmettre un projet d'entente au comité de retraite dans le délai et avec les indications que prescrivent le premier alinéa de l'article 230.2 et les règlements, l'employeur sera tenu d'assumer, dans la mesure que détermineront le ou les arbitres eu égard aux circonstances du défaut, les frais et les honoraires engagés par les participants et les bénéficiaires relativement à tout arbitrage qui pourrait suivre et se rapportant à cet excédent. Le présent article ne s'appliquera toutefois pas dans le cas où les participants et les bénéficiaires auront consenti à recourir à l'arbitrage avant même l'expiration du délai de six mois.

«**230.4** Dès réception du projet d'entente, le comité de retraite en transmet une copie à chacun des participants et des bénéficiaires, accompagnée d'un avis les informant :

1° des dispositions du régime relatives à l'attribution de l'excédent d'actif en cas de terminaison totale;

2° qu'ils peuvent, dans les soixante jours, faire connaître par écrit au comité de retraite leur opposition au projet d'entente.

À moins d'en être exempté par la Régie s'il est attesté par écrit que tous les participants et les bénéficiaires susceptibles de faire valoir des droits au titre du régime ou de la présente loi ont été personnellement avisés, le comité de retraite doit en outre, au plus tard à la date de transmission des avis prévus au premier alinéa, faire publier dans un journal distribué dans la région où résident, au Québec, le plus grand nombre de participants qui étaient actifs à la date de terminaison un avis faisant état de la terminaison totale du régime ainsi que de l'existence d'un excédent d'actif et d'un projet d'entente soumis par l'employeur relativement à sa répartition. Cet avis invite également toute personne qui, sans avoir reçu l'avis susmentionné, croit avoir des droits au titre du régime ou de la présente loi :

– à les faire valoir auprès du comité de retraite dans les soixante jours de cette publication, réserve faite du délai supplémentaire accordé par l'article 230.8;

– dans la mesure où elle a pu justifier de ses droits, à consulter le texte du projet d'entente au bureau du comité, ou à lui en demander copie, et, le cas échéant, à faire connaître son opposition par écrit au comité dans le délai susmentionné.

Les délais qu'accorde le présent article pour faire valoir des droits ou pour s'opposer ne courent qu'à compter de la date de transmission à chaque participant ou bénéficiaire du relevé prévu à l'article 203 lorsque cette transmission s'effectue ultérieurement à celle de la copie du projet d'entente.

Le comité de retraite doit aussi transmettre sans délai à la Régie un exemplaire du projet d'entente, de l'avis transmis aux participants et aux bénéficiaires ainsi que, le cas échéant, de l'avis publié dans le journal.

«**230.5** Lorsque le contenu du projet d'entente ou sa transmission n'est pas conforme aux prescriptions de la présente loi ou de ses règlements, la Régie peut ordonner que soit prise toute mesure de nature à corriger l'irrégularité, pourvu que cela puisse encore intervenir dans le délai de six mois prévu par l'article 230.2. Si ce délai est expiré sans que l'irrégularité ait pu être corrigée, la Régie sera alors tenue d'invalider le projet d'entente.

La Régie peut aussi, lorsque le contenu des avis mentionnés à l'article 230.4 ou leur publication n'est pas conforme aux exigences dudit article, ordonner au comité de retraite de prendre dans le délai fixé toute mesure régulatrice qu'elle indique, y compris la prorogation du délai prescrit pour s'opposer ou faire valoir des droits.

«**230.6** Sauf si 30 % ou plus des participants et des bénéficiaires s'y sont opposés dans les conditions prescrites par l'article 230.4, et réserve faite de toute décision prise par la Régie en application de l'article 230.5 ainsi que de toute sentence arbitrale qui pourra être rendue en application du chapitre XIV.1, le projet d'entente soumis par l'employeur est, à l'expiration des délais d'opposition, réputé accepté et lie dès lors tous ceux qui ont des droits ou des obligations au titre du régime.

Le comité de retraite doit aussitôt transmettre à la Régie une déclaration certifiant cette acceptation.

«**230.7** Dans chacun de ces cas :

– 30 % ou plus des participants et des bénéficiaires se sont opposés au projet d'entente soumis par l'employeur ;

– l'employeur a fait défaut de transmettre un projet d'entente au comité de retraite, dans le délai que prescrit l'article 230.2 ;

– il n'y a eu ni transmission d'une déclaration ni conclusion d'une entente respectivement prévues aux sous-paragraphe *a* et *b* du paragraphe 2° de l'article 230.1 ;

- les ententes intervenues et les déclarations transmises ne visent pas la totalité des participants et des bénéficiaires du régime;

- la Régie a invalidé, pour cause d'irrégularité, le projet d'entente soumis par l'employeur;

- le comité de retraite n'a pas régularisé, ainsi que le lui ordonnait la Régie, le contenu ou la publication des avis mentionnés à l'article 230.4;

- les intéressés ont consenti à y recourir avant même l'expiration des délais prévus aux articles 230.2 à 230.4,

l'employeur, l'association de travailleurs et, à moins qu'il n'en soit empêché par l'effet d'autres lois, tout participant ou bénéficiaire peuvent recourir à l'arbitrage prévu au chapitre XIV.1 afin qu'il soit décidé qui aura droit à l'excédent d'actif et quelle part de cet excédent lui reviendra.

Ils peuvent aussi recourir à cet arbitrage lors même qu'une entente sera intervenue, afin de faire statuer sur toute difficulté que pose l'interprétation ou l'application de cette entente. Le ou les arbitres saisis d'une question peuvent, d'office ou sur demande et après avoir donné aux intéressés l'occasion de faire valoir leur point de vue, statuer qu'une entente visée à l'article 230.1 est intervenue au préjudice des droits de tout employeur, participant ou bénéficiaire non visé par cette entente, et qu'elle lui est de ce fait inopposable en tout ou en partie.

«**230.3** Le recours à l'arbitrage prévu au premier alinéa de l'article 230.7 étend jusqu'à la date où sera rendue la sentence arbitrale le délai fixé par le second alinéa de l'article 230.4 pour faire valoir des droits. ».

32. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 238, du suivant:

«**238.1** Sous réserve des dispositions de l'article 238, le défaut de faire valoir des droits dans les délais prescrits par la présente loi prive leur titulaire du droit d'en réclamer l'acquittement sur l'actif du régime de retraite, à moins que ce dernier ne démontre, avant le début de l'acquittement des droits des participants ou bénéficiaires visés, qu'il a été dans l'impossibilité d'agir plus tôt ou qu'il n'a pas reçu l'information à laquelle il avait droit en vertu de cette loi pour une cause étrangère à son fait. ».

33. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 240, des articles suivants:

«**240.1** La part d'un excédent d'actif à laquelle a droit un participant ou un bénéficiaire ne peut lui être versée que sous forme de rente viagère, sauf pour ce qui se rapporte :

1° à un remboursement ou à une prestation résultant de l'exercice d'une option offerte par les paragraphes 4° à 6° du premier alinéa de l'article 93;

2° à la portion dépassant la valeur maximale des droits qu'il peut détenir en vertu des règles fiscales.

«**240.2** Lorsqu'à la date où se termine partiellement un régime de retraite, se rencontre l'une ou l'autre des éventualités mentionnées ci-après, ceux qui, parmi les participants visés par cette terminaison, ont vu leurs droits acquittés à cette occasion ou par la suite demeurent, malgré le second alinéa de l'article 33, des participants à seules fins de la répartition de tout excédent d'actif qui pourrait être déterminé lors d'une éventuelle terminaison totale du régime :

1° la partie du passif qui correspond à la valeur des droits des participants visés par la terminaison partielle du régime représente 50 % ou plus du passif établi conformément aux normes que prévoit la présente loi pour en vérifier la solvabilité et dont fait état le rapport relatif à la dernière évaluation actuarielle du régime transmis à la Régie;

2° s'agissant d'un régime qui comporte moins de 200 participants actifs à la date de la fin de l'exercice précédant soit celui au cours duquel est survenue la terminaison soit, dans les cas prévus à l'article 199.1, celui au cours duquel les premiers participants visés par la terminaison ont cessé d'être actifs, au moins 100 de ces participants sont visés par cette terminaison;

3° le nombre des participants visés par la terminaison partielle du régime est égal ou supérieur au nombre A ou B, selon le cas, obtenu en application des formules suivantes :

$$\frac{500 + 2a}{9} = A$$

«*a*» représente le nombre de participants actifs du régime à la date de la fin de l'exercice précédant soit celui au cours duquel est survenue la terminaison soit, dans les cas prévus à l'article 199.1, celui au cours duquel les premiers participants visés par la terminaison ont cessé d'être actifs, ce nombre ne devant être ni inférieur à 200 ni supérieur à 2000;

$$\frac{6\,000 + b}{16} = B$$

« *b* » représente le nombre de participants actifs du régime à la date de la fin de l'exercice précédant soit celui au cours duquel est survenue la terminaison soit, dans les cas prévus à l'article 199.1, celui au cours duquel les premiers participants visés par la terminaison ont cessé d'être actifs, ce nombre ne devant être ni inférieur à 2001 ni supérieur à 10 000;

Si le nombre A ou B ainsi obtenu comporte des décimales, il est arrondi à l'unité supérieure.

4° s'agissant d'un régime qui comporte plus de 10 000 participants actifs à la date de la fin de l'exercice précédant soit celui au cours duquel est survenue la terminaison soit, dans les cas prévus à l'article 199.1, celui au cours duquel les premiers participants visés par la terminaison ont cessé d'être actifs, au moins 1 000 de ces participants sont visés par cette terminaison.

« **240.3** La Régie peut, dans les cas et conditions énoncés aux paragraphes 1°, 2° et 3° ci-dessous, soustraire un régime de retraite terminé totalement ou partiellement à l'application des dispositions du présent chapitre qui sont mentionnées auxdits paragraphes :

1° tout régime qui, au moment où il s'est terminé totalement, comptait quinze participants ou moins peut être soustrait à l'application de tout ou partie des dispositions du présent chapitre, s'il est satisfait aux conditions suivantes :

- le comité de retraite atteste par écrit que les personnes susceptibles de faire valoir des droits au titre du régime ont toutes été personnellement avisées de la terminaison du régime et de la valeur de leurs droits;

- chacune de ces personnes a, par écrit, accepté l'évaluation faite de ses droits;

- toutes autres conditions que peut fixer la Régie;

2° tout régime autre qu'interentreprises qui s'est terminé partiellement, y compris dans les conditions prévues à l'article 240.2 mais en ce cas pourvu que le rapport relatif à la dernière évaluation actuarielle du régime transmis à la Régie indique que ce dernier est solvable, peut être soustrait, pour ce qui concerne cette terminaison, à l'application de tout ou partie des dispositions des articles 202 à 210 et 212 à 240, si le comité de retraite fournit à la Régie, dans le délai fixé à l'article 202, un rapport terminal contenant les renseignements prescrits par règlement;

3° tout régime interentreprises qui s'est terminé totalement ou partiellement, ainsi que tout autre régime qui, sans être solvable à la date de la dernière évaluation actuarielle dont fait état le rapport transmis à la Régie, a fait l'objet d'une terminaison partielle dans les conditions prévues à l'article 240.2, peut être soustrait, aux conditions qu'elle fixe, à l'application des dispositions des articles 220 à 227. ».

34. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 243, du chapitre suivant :

« CHAPITRE XIV.1

« ARBITRAGE

« **243.1** Les dispositions du titre I du livre VII du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25), à l'exception des articles 940, 940.1, 940.5 à 942, 942.6, 944, des deuxième et troisième alinéas de l'article 944.10 et des articles 946 à 947.4, s'appliquent à l'arbitrage prévu par la présente loi, compte tenu des adaptations nécessaires et sous réserve des dispositions du présent chapitre ainsi que des règlements pris pour son application.

« **243.2** Toute question relative à l'attribution d'un excédent d'actif déterminé lors de la terminaison totale d'un régime de retraite relève de la compétence exclusive des arbitres désignés en vertu du présent chapitre.

« **243.3** La mission d'arbitrage doit être confiée à un seul arbitre, sauf dans les cas suivants où elle devra l'être à trois arbitres :

1° la valeur de ce qui fait l'objet du recours s'élève à 500 000 \$ ou plus;

2° un représentant désigné conformément à l'article 243.6 en fait la demande dans un cas où cette valeur, quoiqu'inférieure à 500 000 \$, est d'au moins 100 000 \$.

Le gouvernement peut, par règlement, augmenter ou réduire les montants mentionnés ci-dessus qui servent à déterminer le nombre d'arbitres requis.

« **243.4** Seule une personne physique peut agir comme arbitre.

Le gouvernement peut, par règlement, déterminer les critères de qualification et les autres conditions que devra satisfaire toute personne pour agir comme tel.

«**243.5** Le recours en arbitrage est introduit par une demande adressée au comité de retraite.

Les renseignements que doit contenir cette demande ainsi que les documents qui doivent l'accompagner sont fixés par règlement du gouvernement.

«**243.6** Dès réception d'une demande d'arbitrage, le comité de retraite doit d'une part convoquer les participants et les bénéficiaires concernés à une assemblée pour choisir la personne physique qui les représentera dans la mise en oeuvre du processus d'arbitrage, et d'autre part inviter l'employeur à lui communiquer le nom de la personne physique qui sera son représentant.

Dans le cas où plusieurs employeurs sont parties au régime, le comité de retraite doit, à moins de recevoir confirmation d'une entente écrite sur le choix du représentant patronal, convoquer ces employeurs à une assemblée pour qu'il y soit procédé.

Le mode de convocation de ces assemblées, le quorum requis ainsi que les modalités applicables à la désignation des représentants sont fixés par règlement du gouvernement.

«**243.7** Les représentants désignés en application de l'article 243.6 choisissent, parmi les organismes d'arbitrage qu'agrée le gouvernement, celui qui sera chargé d'organiser l'arbitrage; ils en informent aussitôt le comité de retraite. Faute pour eux de s'entendre sur le choix de cet organisme, celui-ci sera désigné par le comité de retraite.

Ces représentants doivent aussi désigner le ou les arbitres et en informer l'organisme d'arbitrage. S'ils ne s'entendent pas sur le choix d'un ou de plusieurs arbitres, il incombera audit organisme de compléter les désignations à partir de la liste des arbitres dressée en application de l'article 243.16.

L'organisme d'arbitrage doit, sitôt que les désignations ont été faites ainsi que l'exige le deuxième alinéa, en informer les parties à l'arbitrage suivant les modalités que prescrit le gouvernement par règlement.

«**243.8** Le comité de retraite transmet la demande d'arbitrage à l'organisme d'arbitrage, accompagnée de la provision pour frais, des renseignements et des documents qui sont prescrits par règlement du gouvernement, lequel en saisit à son tour le ou les arbitres désignés.

Le comité doit également fournir à la Régie une copie de cette demande ainsi que des documents ou renseignements qui l'accompagnent.

«**243.9** La décision arbitrale doit être rendue dans les six mois de la date où le ou les arbitres désignés ont été saisis de l'affaire, à moins que ce délai ne soit, avant son expiration, prolongé soit d'un commun accord des parties soit, à la demande d'une partie, par l'organisme d'arbitrage.

«**243.10** Aucun arbitre ne peut être poursuivi en justice en raison d'actes accomplis de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

«**243.11** Un arbitre ne peut être récusé que s'il existe des circonstances de nature à soulever un doute sur son impartialité, son indépendance ou ses qualifications.

«**243.12** Tout arbitre peut poser à un témoin les questions qu'il croit utiles; il peut en outre assigner un témoin pour déclarer ce qu'il connaît ou pour produire tout document qu'il demande.

Lorsque le témoin ainsi assigné fait défaut de comparaître, l'arbitre peut demander à un juge de l'y contraindre selon l'article 284 du Code de procédure civile.

«**243.13** Les arbitres peuvent, s'ils le jugent approprié à la solution de l'affaire, trancher en équité, en tenant compte notamment de l'évolution du régime de retraite, des modifications qui ont pu y être apportées et des circonstances dans lesquelles celles-ci ont été faites, de l'origine de l'excédent d'actif en cause, de l'utilisation qu'on a pu faire de tout excédent d'actif déterminé dans le passé, ainsi que des informations transmises aux participants et aux bénéficiaires relativement à l'une ou l'autre de ces matières.

La décision arbitrale n'est pas susceptible d'appel.

«**243.14** Une copie de la décision arbitrale, certifiée conforme, doit sans délai être déposée par le ou les arbitres qui l'ont rendue au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district où est situé le bureau du comité de retraite.

Une fois déposée, la décision arbitrale devient exécutoire comme un jugement de cette cour.

«**243.15** Sauf sur une question de compétence, aucun des recours prévus aux articles 33 et 834 à 846 du Code de procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre un arbitre agissant en sa qualité officielle.

Un juge de la Cour d'appel peut, sur requête, annuler sommairement toute décision rendue ou toute ordonnance ou injonction prononcée à l'encontre du premier alinéa.

«**243.16** La liste des personnes qui pourront être désignées comme arbitre par l'organisme d'arbitrage est dressée par un comité composé des membres suivants, nommés par le gouvernement pour la période qu'il détermine :

1° la personne que recommande le ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle ;

2° une personne dont le nom apparaît sur la liste fournie par la Régie ;

3° une personne dont le nom apparaît sur la liste fournie par les associations de travailleurs les plus représentatives ;

4° une personne dont le nom apparaît sur la liste fournie par les associations d'employeurs les plus représentatives ;

5° une personne dont le nom figure sur la liste fournie par les organismes d'arbitrage agréés par le gouvernement.

«**243.17** Les frais d'arbitrage ainsi que les honoraires des arbitres sont à la charge de la caisse de retraite, mais jusqu'à concurrence seulement du montant de l'excédent d'actif en cause. Seul l'organisme d'arbitrage est habilité à dresser le compte de ces frais et honoraires en vue de leur paiement. Ce compte devra être acquitté avant que ne débute l'exécution de la décision arbitrale.

Le tarif des frais d'arbitrage ainsi que des honoraires des arbitres est fixé par règlement du gouvernement.

Pour l'application du présent article, les frais d'arbitrage incluent les frais engagés par l'organisme d'arbitrage ainsi que le coût de ses services.

«**243.18** Outre les pouvoirs réglementaires que lui attribue le présent chapitre, le gouvernement peut prendre tout autre règlement nécessaire à l'application de ce chapitre, notamment pour régir :

1° le mode de notification de tout document qui y est prévu ;

2° les délais applicables pour l'accomplissement de toute obligation, procédure ou formalité qui y est prévue. ».

35. L'article 244 de cette loi est modifié par l'insertion, après le paragraphe 12°, du suivant :

« 12.1° outre ce qu'exige l'article 230.2, prescrire les autres renseignements qui doivent aussi être contenus dans tout projet d'entente que l'employeur fait parvenir au comité de retraite relativement à la répartition d'un excédent d'actif; ».

36. L'article 246 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du paragraphe 6°, après le mot « retraite », des mots « , un rapport relatif à sa terminaison ».

37. L'article 256 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne, après le mot « civile », des mots « ou arbitrale ».

38. L'article 264 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans les quatrième et cinquième lignes du second alinéa, des mots « ainsi qu'à l'égard » ;

2° par l'addition, à la fin de cet alinéa, des mots suivants : « , ainsi qu'à l'égard de la rente viagère ayant remplacé une autre rente en application de l'article 92. ».

39. L'article 283 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **283.** La présente loi remplace la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (L.R.Q., chapitre R-17), à l'exception du premier alinéa de l'article 9.1, des premier et dernier alinéas de l'article 43.1 ainsi que de l'article 43.2, et sauf dans la mesure où elle continue de s'appliquer à un régime en vertu de l'article 286 ou 316.

Le maintien en vigueur du premier alinéa de l'article 9.1 susmentionné ne pourra toutefois avoir pour effet d'interdire la modification d'un régime de retraite relativement à l'attribution de l'excédent d'actif en cas de terminaison totale, dans la mesure où cette modification est nécessaire pour permettre la fusion de tout ou partie de son actif et de son passif avec ceux d'un autre régime et ne s'applique qu'à des participants ou bénéficiaires visés par cette fusion.

De plus, l'interdiction édictée par les premier et dernier alinéas de l'article 43.1 mentionné ci-dessus cessera de s'appliquer à tout excédent d'actif que pourra comporter un régime terminé totalement :

1° à compter de la date d'entrée en vigueur de la Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (1992, chapitre (*indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois de 1992*)), lorsque cet excédent a fait l'objet soit d'une procédure judiciaire, d'une répartition ou d'un décret visés à l'article 311.1, soit d'un jugement passé en force de chose jugée avant cette date ;

2° lorsque cet excédent a fait l'objet d'une entente ou d'une déclaration dont il est fait mention aux paragraphes 1° ou 2° de l'article 230.1, à compter de la date à laquelle a été transmise cette déclaration ou est intervenue cette entente;

3° lorsque cet excédent a fait l'objet d'une sentence arbitrale visée au paragraphe 3° de l'article 230.1 ou à l'article 311.3, à compter de la date où celle-ci est devenue exécutoire. ».

40. L'article 286 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, du mot « La » par les mots « Sous réserve de l'article 311.1, la »;

2° par la suppression du troisième alinéa.

41. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 286, du suivant:

« **286.1** Exclusion faite de celles qui, déjà visées à l'article 286, demeurent régies par la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes, et réserve faite des dispositions des articles 308.1 et 311.1, les demandes en révision qui sont pendantes devant la Régie à la date d'entrée en vigueur de la Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (1992, chapitre (*indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois de 1992*)) ou qui, ayant été introduites après cette date, se rapportent à des décisions rendues avant la même date, sont décidées suivant les dispositions de la présente loi, dans leur version antérieure à la date susdite. ».

42. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 288, des articles suivants:

« **288.1** Les dispositions du paragraphe 16° du second alinéa de l'article 14 ne sont pas applicables aux régimes de retraite en vigueur à la date d'entrée en vigueur de la Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (1992, chapitre (*indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois de 1992*)).

Toutefois, si un tel régime ne prévoit pas à qui sera attribué l'excédent d'actif déterminé lors de sa terminaison totale, seuls les participants et les bénéficiaires y auront droit.

« **288.2** Les dispositions du second alinéa de l'article 22, dans leur version antérieure à la date d'entrée en vigueur de la Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (1992, chapitre (*indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil*

des lois de 1992)), continuent de s'appliquer aux affaires pendantes devant la Régie à cette date et relatives à la transformation du type de régime si, avant le (*indiquer ici la date de présentation à l'Assemblée nationale de la loi précitée*), il avait été fait aux participants et aux bénéficiaires une offre écrite à l'effet que leurs droits soient convertis ainsi que le prévoient les dispositions du second alinéa de l'article 22 dans leur nouvelle version. Ces dispositions ne continuent toutefois de s'appliquer aux affaires susmentionnées, pour ce qui concerne l'excédent d'actif du régime, qu'à concurrence de ce qui a été offert aux participants et aux bénéficiaires ayant consenti à la conversion. ».

43. L'article 289 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, du mot « Les » par les mots « Sous réserve des dispositions de l'article 45.1, les ».

44. L'article 290 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, des mots suivants: « , cette exclusion ne préjudiciant en rien à l'application de l'article 61 à cette prestation ».

45. L'article 291 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la septième ligne du premier alinéa, après le mot « et », des mots « , sous réserve des dispositions de l'article 45.1, ».

46. L'article 295 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, des mots « les articles 69 et 71 » par les mots « l'article 69 et le premier alinéa de l'article 71 »;

2° par le remplacement des quatrième et cinquième lignes du premier alinéa par ce qui suit: « que s'il rencontre les conditions suivantes soit au moment où il cesse d'être actif soit, s'il ne satisfait alors pas à ces conditions tout en continuant de travailler pour le même employeur, au moment où se termine sa période de travail continu: ».

47. L'article 299 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la cinquième ligne du deuxième alinéa, après le mot « et », des mots « , sous réserve des dispositions de l'article 45.1, ».

48. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 308, des articles suivants:

« **308.1** Les participants visés par la terminaison partielle d'un régime de retraite dont le règlement est en cours devant la Régie à la date d'entrée en vigueur de la Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (1992, chapitre (*indiquer ici le numéro*

de chapitre de cette loi dans le recueil des lois de 1992)), conservent, malgré l'abrogation de l'article 213 dans sa version antérieure à cette date, les droits dans l'excédent d'actif que le projet de rapport terminal relatif à cette terminaison a prévu leur accorder, pour autant que :

1° dans le cas où la date de terminaison se situe entre le 23 mars 1989 et la date de présentation à l'Assemblée nationale de la loi précitée, le comité de retraite ait avant la dernière de ces dates transmis aux participants visés le relevé prévu à l'article 203 ou, s'il a négligé de le faire, que le délai prévu pour ce faire ait expiré avant cette même dernière date ;

2° dans le cas où la date de terminaison se situe entre le 23 mars 1989 et la date d'entrée en vigueur de la loi précitée, l'employeur ait avant la dernière de ces dates consenti par écrit à accorder ces droits aux participants visés, lors même que le relevé prévu à l'article 203 ne leur a pas été transmis avant cette même dernière date.

« **308.2** Dans le cas où, avant la date d'entrée en vigueur de la Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (1992, chapitre (*indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois de 1992*)), la Régie n'a approuvé qu'en partie le projet de rapport terminal se rapportant à la terminaison partielle d'un régime dont la date se situe entre le 23 mars 1989 et la date d'entrée en vigueur de la loi précitée, sursoyant ainsi à sa décision sur l'attribution de tout ou partie de l'excédent d'actif, tous ceux qui, parmi les participants visés par cette terminaison, ont vu leurs droits acquittés entre le 1^{er} janvier 1990 et la dernière des dates mentionnées ci-haut demeureront, malgré le second alinéa de l'article 33, des participants à seules fins de la répartition de tout excédent d'actif qui pourrait être déterminé lors d'une éventuelle terminaison totale du régime. ».

49. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 310, du suivant :

« **310.1** Pour l'application des dispositions de la sous-section 4.1 de la section II du chapitre XIII et de l'article 311.3, doivent être considérés comme participants ou bénéficiaires, selon le cas, ceux dont les droits au titre d'un régime de retraite ont été acquittés, avant le 1^{er} janvier 1990, par le biais d'un contrat constitutif de rente conclu avec un assureur, et ceux qui, désignés comme bénéficiaires aux termes d'un tel contrat, conservent encore des droits en vertu de ce contrat, pourvu que, dans tous les cas, les intéressés aient agi dans les délais prescrits.

En outre, chaque fois que les dispositions des articles susmentionnés devront recevoir application par suite de la terminaison d'un régime de retraite qui était en vigueur le 1^{er} janvier 1990, l'avis dont le second alinéa de l'article 230.4 exige la publication devra aussi faire état de la règle établie par le premier alinéa du présent article. Cependant, si on a recouru à l'arbitrage prévu à l'article 230.7 ou à l'article 311.3 sans qu'ait été publié cet avis, le comité de retraite devra, aussitôt après avoir été informé du recours, faire publier dans un journal distribué dans la région où résident, au Québec, le plus grand nombre de participants qui étaient actifs à la date de terminaison du régime un avis faisant état de la demande d'arbitrage, de la règle établie par le premier alinéa du présent article et informant les intéressés qu'ils peuvent, jusqu'à ce que soit rendue la sentence arbitrale, faire valoir en conséquence leurs droits auprès du comité. Copie de cet avis public devra sans délai être transmise à la Régie.

La Régie pourra toutefois exempter le comité de retraite de cette obligation de publier s'il est attesté par écrit que tous les participants et les bénéficiaires susceptibles de faire valoir des droits au titre du régime ou de la présente loi ont été personnellement avisés. ».

50. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 311, des articles suivants :

« **311.1** Les dispositions de la sous-section 4.1 de la section II du chapitre XIII et de l'article 311.3 s'appliquent même à la répartition de l'excédent d'actif de tout régime de retraite en vigueur à la date d'entrée en vigueur de la Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (1992, chapitre (*indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois de 1992*)), sauf si cet excédent a fait l'objet :

1° d'une procédure judiciaire qui est en cours le (*indiquer ici la date de présentation à l'Assemblée nationale de la Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite*), à la condition toutefois que n'intervienne pas un désistement total de cette procédure ou que, s'agissant d'une requête pour autoriser un recours collectif, n'intervienne pas un jugement passé en force de chose jugée qui rejette la requête;

2° d'une répartition prévue dans un projet de rapport terminal accordant la totalité de cet excédent aux participants et aux bénéficiaires, pour autant que la Régie ait, avant la date mentionnée au paragraphe 1° ci-dessus, jugé ce projet de rapport conforme à la présente loi et que le comité de retraite ait aussi, avant cette date, transmis aux participants et aux bénéficiaires visés le relevé prévu

à l'article 203 ou, s'il a négligé de le faire, que le délai prescrit pour ce faire ait expiré avant la date susdite;

3° d'une répartition prévue dans une convention intervenue, avant la date d'entrée en vigueur de la loi précitée, en application du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 43 de la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes, pourvu cependant :

- que le délai prévu au sous-paragraphe *b* dudit paragraphe 2° ait expiré avant cette date sans que 30 % ou plus des participants visés par la terminaison du régime aient notifié à la Régie leur opposition;

- que la Régie ait estimé cette répartition juste pour tous les participants et l'information donnée à ces derniers, adéquate;

4° d'un décret qui, pris par le gouvernement en application de l'article 43.1 de la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes, a autorisé le versement à l'employeur de tout ou partie de l'excédent d'actif.

« **311.2** Dans le cas d'un régime de retraite comportant un excédent d'actif et pour lequel la Régie a, avant le 1^{er} juillet 1993, rendu une décision fixant la date de sa terminaison totale, l'employeur a, malgré le délai prévu au premier alinéa de l'article 230.2 pour ce faire, jusqu'au 31 décembre 1993 pour transmettre au comité de retraite le projet d'entente prévu audit article.

Les articles 230.3 et 230.5 s'appliqueront alors compte tenu du délai accordé en vertu du premier alinéa du présent article.

« **311.3** Outre ce que prévoient à cet égard les paragraphes 1° et 2° de l'article 230.1, l'attribution d'un excédent d'actif que comporte un régime de retraite terminé totalement peut également, avant le 1^{er} janvier 1994 et dans les conditions mentionnées ci-après, être subordonnée à une sentence arbitrale rendue en application du chapitre XIV.1 :

1° les intéressés ont, avant le 1^{er} janvier 1994, choisi d'un commun accord de recourir à l'arbitrage afin qu'il soit décidé qui aura droit à l'excédent d'actif et quelle part de cet excédent lui reviendra. En ce cas, la demande d'arbitrage devra être introduite avant la date susdite par une déclaration adressée au comité de retraite et attestant cet accord;

2° cette demande d'arbitrage doit viser tout l'excédent d'actif ainsi que tous les participants et bénéficiaires du régime. ».

51. L'article 312 de cette loi est modifié par le remplacement, à la fin, des mots « 23 mars 1989 » par les mots « 15 novembre 1988 ».

52. Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement lesquelles ne pourront excéder le 1^{er} janvier 1993; toutefois:

1° les dispositions de l'article 243.2, édictées par l'article 34, ont effet depuis le *(indiquer ici la date de présentation à l'Assemblée nationale de la Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite)*;

2° les dispositions du paragraphe 3° de l'article 230.1 et de l'article 230.7, édictées par l'article 32, entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1994.
